

Nassima Abdelghafour, Liliana Doganova, Brice Laurent

La concession comme dispositif économique-réglementaire : trajectoires croisées de l'exploitation minière et forestière en Guyane

Nous présenterons quelques résultats préliminaires d'une recherche en cours sur l'exploitation des ressources naturelles – l'or et le bois – en Guyane. Cette recherche, que nous avons initiée en 2019 avec l'analyse sociotechnique de la controverse autour du projet de mine d'or industrielle Montagne d'Or, nous a amenés à nous intéresser plus particulièrement aux interactions entre l'exploitation minière et forestière sur le territoire guyanais et aux différentes formes que prend la régulation de ces deux activités extractives. Nous proposons de développer ici un des axes de notre analyse qui porte sur les formats juridiques qui encadrent l'exploitation des ressources, et notamment la « concession » par laquelle un État confère à un opérateur privé le droit d'exploiter une ressource sur une zone délimitée et pour une certaine durée. Après avoir constitué le cadre de l'exploitation minière et forestière en Guyane tout au long du 20^{ème} siècle, le régime de la concession a été l'objet de vives critiques, portant notamment sur son incapacité à intégrer la gestion des impacts environnementaux des activités extractives. La remise en cause du format concession depuis le début des années 2000 a donné lieu à deux trajectoires divergentes : d'une part, une réforme partielle de la concession minière, et d'autre part, l'abandon de la concession forestière au profit d'un régime d'exploitation dit « à faible impact », fortement encadré par l'Office National des Forêts. A partir de l'étude de ces deux trajectoires (qui s'appuie sur des entretiens et des observations réalisées dans le cadre de trois campagnes de travail de terrain en Guyane en 2019, 2020 et 2021) et avec une approche inspirée des STS (*Science and Technology Studies*), nous proposons d'analyser la concession comme un dispositif économique-réglementaire qui incarne une répartition des compétences entre entreprises et pouvoirs publics, une définition du territoire et de ses ressources, une temporalité de l'action, et une théorie de la valeur et de la propriété.

Nassima Abdelghafour est post-doctorante au Centre de Sociologie de Mines ParisTech. Après une thèse sur les expérimentations économiques dans la lutte contre la pauvreté, elle travaille actuellement sur l'extraction des ressources naturelles et les interactions entre activité minière et gestion durable des forêts.

Liliana Doganova est chercheure au Centre de Sociologie de Mines ParisTech. Ses travaux portent sur les pratiques de valorisation économique et s'intéressent notamment aux techniques d'actualisation du futur (« *discounting* »), à la valorisation des forêts et au prix des médicaments innovants.

Brice Laurent est chercheur au Centre de Sociologie de Mines ParisTech. Ses travaux s'intéressent aux implications démocratiques des projets scientifiques et techniques.